

MARS 2020

# AGIR

LE MAGAZINE DE L'ENTRAIDE PROTESTANTE SUISSE



**HEKS  
EPER**

**EN VISITE À HAÏTI**  
**LE PAYS A ENCORE**  
**BESOIN D'AIDE**

**CHÈQUES-EMPLOI**  
Un 2<sup>e</sup> pilier  
pour toutes et tous

**JARDINER EN DUO**  
Et pourquoi pas vous ?

# LES VERTUS DE LA TERRE



© EPER

## Marc Caverzasio

Responsable du projet  
Nouveaux Jardins

Les rayons de soleil percent les nuages et nous réchauffent un peu; le printemps se prépare et toque à la porte. Mais le froid subsiste et les bourgeons n'ont, pour la plupart, pas encore éclos. Il faudra patienter un peu avant de sortir les plantons de légumes.

L'accès à la terre est vital pour de nombreuses populations à travers le monde et constitue un thème prioritaire pour l'EPER. On le retrouve tant dans notre travail à l'étranger, au Brésil ou au Bangladesh par exemple, que dans le cadre de notre action en Suisse avec les Nouveaux Jardins. Là, il sert d'outil pour favoriser une meilleure

intégration et inclusion sociale des personnes réfugiées. Le jardinage joue le rôle de liant entre des populations qui ont peu d'occasions de se côtoyer. Plutôt que de nous séparer en raison de statuts et d'origines, la terre, celle que nous cultivons, rassemble.

Comme chaque année, le projet Nouveaux Jardins redémarre au printemps dans une dizaine de cantons suisses, y compris près de chez nous à Genève, Meyrin, Lausanne, Yverdon, Bex et Neuchâtel. Le concept est simple: dans chacun des huit jardins romands dédiés au projet, une dizaine de tandems composés de deux personnes, l'une réfugiée, l'autre habitant la même localité depuis plus longtemps, cultivent côte à côte une parcelle potagère. Le jardinage est un excellent moyen de prendre l'air et de mettre ses soucis de côté et, quand l'entente est au rendez-vous, c'est non seulement une magnifique récolte qui en ressort, mais aussi des liens d'amitié qui se prolongent en dehors du potager. Alexandra Noth et Sidiqa Mohammad Hussain en témoignent en page 16 de ce magazine. De quoi entrevoir l'avenir en bonne santé, tant dans l'assiette que dans la tête! Bonne saison à toutes et à tous.

## DOSSIER SPÉCIAL HAÏTI

- 3 Aide humanitaire**  
*Haïti, dix ans après le séisme*
- 4 L'invité: Rosny Desroches**  
*Révolte des laissés-pour-compte de la mondialisation*
- 6 Développement des communautés rurales**  
*Des cantines autogérées pour nourrir 3500 élèves*
- 10 Proche des gens**  
*«L'approche participative est la clé en Haïti»*

## DANS CE NUMÉRO

- 12 Défense des droits**  
*Un 2<sup>e</sup> pilier pour toutes et tous*
- 15 Philanthropie**  
*Réaliser son projet et transformer des destinées*
- 16 Nouveaux Jardins**  
*Regards croisés autour d'un potager*
- 18 Autonomisation**  
*Les Bédouines du désert ont la main verte!*
- 19 Brèves**

AGIR N° 37  
MARS 2020  
ISSN 2235-0772  
Paraît 4 fois par an

COUVERTURE PHOTO  
Sabine Buri:  
Cantinière en Haïti

ÉDITEUR  
Entraide Protestante  
Suisse (EPER)

RESPONSABLE  
EPER

RÉDACTION  
Joëlle Herren Laufer

RÉDACTION PHOTOS  
Anne Geiger

GRAPHISME ET  
ILLUSTRATIONS  
Fanny Tinner

IMPRESSION  
PCL Presses Centrales SA

TRADUCTION  
Anne-Cécile Biron

TIRAGE  
12 100 exemplaires

ABONNEMENT  
CHF 10 déduits une  
fois par an de vos dons

ADRESSE  
Chemin de Bérée 4A  
Case postale 536  
1001 Lausanne  
Téléphone 021 613 40 70  
Fax 021 617 26 26  
www.eper.ch  
info@eper.ch

CP POUR LES DONN  
10-1390-5





# HAÏTI, DIX ANS APRÈS LE SÉISME

Avec plus de 300 000 morts, 3,2 millions de victimes et 250 000 maisons détruites, le tremblement de terre du 12 janvier 2010 en Haïti a marqué tant le pays que l'opinion publique. En Suisse, l'élan de solidarité via la Chaîne du Bonheur a été très important. L'aide suisse a-t-elle été pertinente et efficace ?

**Texte:** Joëlle Herren Laufer  
**Photo:** Andreas Schwaiger

Début 2010, un violent tremblement de terre dévastait Haïti. Pour venir en aide à la population démunie, la Chaîne du Bonheur avait lancé un appel au don national, récoltant alors 66,2 millions de francs. Cette troisième plus grande récolte de l'histoire de l'œuvre a permis de financer 91 projets de 21 ONG dont l'EPER entre 2010 et 2018. Hormis 4 millions qui ont été utilisés pour d'autres catastrophes dans le pays, un cinquième des fonds a été alloué à l'urgence immédiate – l'EPER avait distribué 3000 repas chauds par jour pendant 100 jours à Port-au-Prince. 65% des fonds ont permis de réaliser des projets de construction de maisons et de réhabilitation des routes et de l'accès à l'eau. Avec le reste, des mesures ont été prises pour améliorer la prévention des risques et des catastrophes. Là aussi, l'EPER a conduit des projets de banque de semences pour

les protéger et pouvoir replanter rapidement en cas de catastrophe. En tout, plus de deux millions de personnes ont bénéficié de ces projets.

## Un bilan plutôt positif

Cette aide a-t-elle été pertinente et efficace ? Dix ans après le séisme, une analyse d'impact a été commanditée par la Chaîne du Bonheur. De mai à octobre 2019, des experts indépendants de KeyAid Consulting, ainsi que des spécialistes haïtiens ont interrogé plus de 500 ménages bénéficiaires et mené 52 discussions et 87 entretiens pour évaluer les effets à long terme de l'aide sur la vie des populations. « Les résultats sont réjouissants », indique Hélène Juillard, responsable de l'étude. En effet, 92% des personnes interrogées estiment que les projets ont permis de couvrir leurs besoins de base

et de rétablir leurs moyens de subsistance. Les 2700 maisons financées par la Chaîne du Bonheur – 406 construites par l'EPER – sont durables et répondent aux normes antisismiques. 95% des personnes qui en ont bénéficié y vivent encore, et la grande majorité d'entre elles s'y sentent en sécurité. Point particulièrement positif : la population était très impliquée dans la réalisation des projets.

## Haïti a encore besoin d'aide

Si les projets permettent de répondre aux besoins les plus urgents, au vu de la situation économique du pays, il est très difficile de garantir les moyens d'existence à long terme.

Résultats de l'analyse d'impact :  
<https://www.bonheur.ch/collectes/haïti-laide-apres-le-seisme/>

# RÉVOLTE DES LAISSÉS-POUR-COMPTÉ DE LA MONDIALISATION EN HAÏTI

Ayant occupé plusieurs fonctions à responsabilité dans l'éducation, dont le poste de ministre, Rosny Desroches dirige l'Initiative de la Société Civile. Il livre son analyse de la crise sociopolitique que traverse Haïti.

**Texte :** Joëlle Herren Laufer  
**Photos :** Sabine Buri

## **Haïti est à nouveau dans le marasme politique... comme d'habitude ou est-ce différent aujourd'hui ?**

Les manifestations ont en effet pris une tournure qu'on ne connaissait pas encore en Haïti. Avec « Peyi lòk » (le pays verrouillé), tout est bloqué tant au niveau des écoles et de la santé que des entreprises. Cela entraîne déjà de gros problèmes pour les malades ayant besoin de soins, les femmes enceintes ou les écoliers et les profs. Cela va générer d'énormes problèmes économiques. La croissance prévue cette année était déjà très basse – 0,1% –, elle sera indéniablement négative.

## **Mais que demandent les manifestants ?**

Ils demandent la démission du président Jovenel Moïse qui n'a même pas encore atteint les trois ans de son mandat sur les cinq prévus. Son manque d'expérience politique et ses promesses non tenues, comme la mise à disposition d'électricité 24h/24, ont rapidement détruit sa crédibilité. Mais il a aussi hérité d'un contexte difficile, économiquement d'abord. Depuis le tremblement de terre de 2010 et l'ouragan Mathew de 2016, le pays n'a tenu que grâce aux injections massives de la communauté internationale. Il y a aussi eu l'accord Petrocaribe signé avec le Venezuela, qui fournissait à Haïti de l'essence avec la possibilité de garder 60% du montant de la vente sous forme de prêt pour des projets de développement.

## **Qu'est-ce qui a mis le feu aux poudres ?**

Il y a un gros mécontentement de la population face à la hausse de l'inflation et à l'énorme baisse du pouvoir d'achat, tant de la part des masses populaires que de la classe moyenne. Jovenel Moïse s'est par ailleurs attaqué à des gens puissants qui détenaient des monopoles et bénéficiaient de privilèges et de contrats juteux, comme la fourniture de l'électricité ou la construction des routes. Maintenant, ils se vengent en s'associant à ceux qui demandent des comptes sur la mauvaise utilisation des fonds Petrocaribe, et en accusant le président de tous les maux.

## **De Santiago à Bagdad en passant par Alger ou Hong Kong, les gens descendent dans la rue. La révolte haïtienne s'inscrit-elle dans cette mouvance ?**

Je ne sais pas s'il y a un lien entre l'Irak, le Chili, Haïti et même les gilets jaunes en France, mais il semblerait que toutes ces crises sont menées par les perdants de la mondialisation. Le manque d'outillage professionnel et social de toute une frange de la population introduit des déséquilibres aussi bien à l'extérieur qu'à l'intérieur des pays. En Haïti, la corruption est le facteur déclencheur. La contrebande empêche de taxer 400 millions de dollars à la frontière. De plus, l'économie contrôle la politique. Ce sont les grandes entreprises et non les partis, trop faibles, qui financent les campagnes politiques.

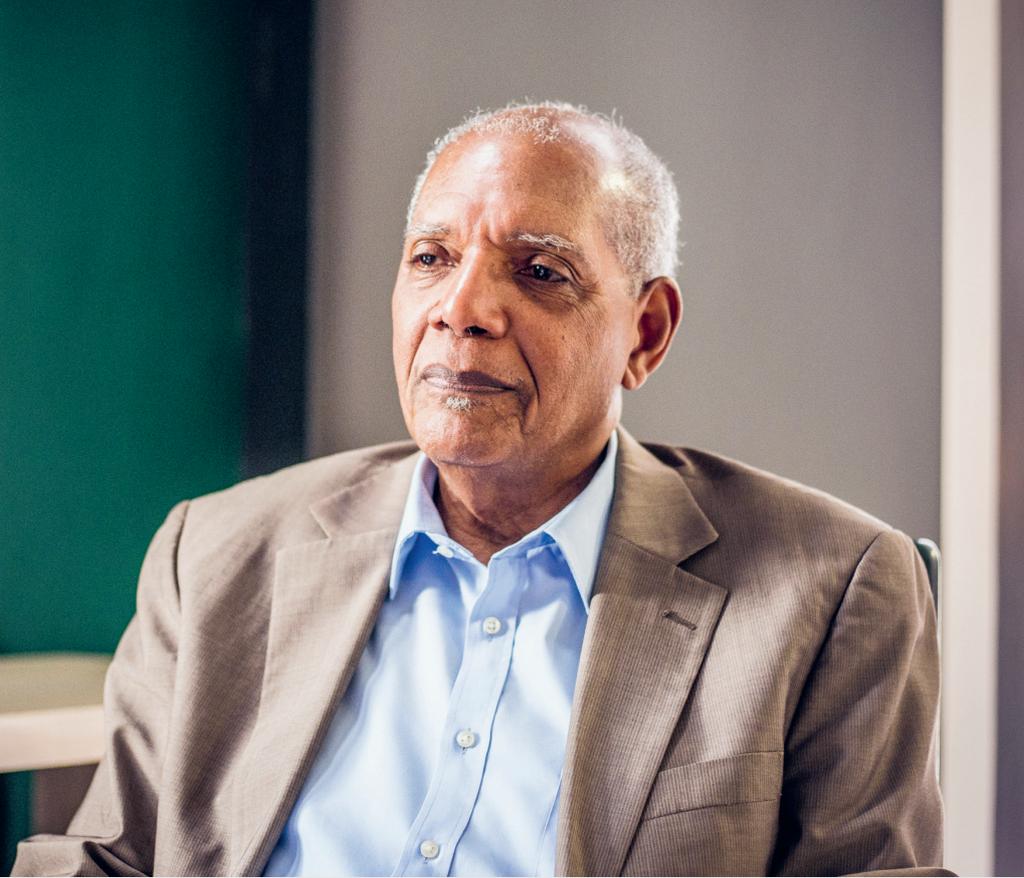
Et ceux qui arrivent au pouvoir leur sont redevables.

## **Qu'est-ce qui pourrait permettre à Haïti de s'en sortir ?**

En Haïti, nous avons un gros problème de cohésion. Quel lien y a-t-il entre une marchande qui vend des mangues au bord de la route et une dame au volant de son 4x4 ? Nous sommes le deuxième pays le plus inégalitaire au monde, après l'Afrique du Sud. Les gens n'ont pas le sentiment d'appartenir au même monde. Celui qui a de l'argent sait qu'il peut toujours obtenir gain de cause même s'il est en dehors de la loi. Celui qui n'en a pas se sent victime du système et n'hésite pas à tricher pour survivre. Il y a par ailleurs deux cultures économiques différentes. Celle liée aux sociétés occidentales qui accumule, investit, entretient le savoir. Celle, proche de la mentalité africaine, qui partage, est propriétaire collectivement, n'amène pas de richesses et encourage la dépendance à la famille. Une harmonisation de ces deux échelles de valeurs serait nécessaire pour renforcer la cohésion nationale et permettre un plus grand partage des richesses et une meilleure obéissance aux lois.

## **Quand on entend parler d'Haïti, c'est souvent une suite de scandales liés aux présidents...**

Culturellement, la population haïtienne n'est pas très favorable aux élections mais elle est encline à renverser des présidents ! En faisant abstraction des présidents pro-



Né en 1943 au Cap-Haïtien, licencié en philosophie (Haïti) et en Lettres et Théologie (Genève), Rosny Desroches a occupé en Haïti plusieurs fonctions à responsabilité dans l'enseignement, et a même été ministre de l'Éducation nationale pendant un temps. Il est actuellement Directeur Exécutif de l'Initiative de la Société Civile et membre du Comité de Pilotage de l'Observatoire Citoyen pour l'Institutionnalisation de la Démocratie.

A lire : « Pas de développement sans cohésion nationale » de Rosny Desroches, à paraître en juin 2020 aux éditions Livres en folie.

visaires, j'ai recensé 37 présidents entre Dessalines, en 1804 à l'Indépendance d'Haïti, et Martelly, en 2017. Vingt-six ont été renversés. Sur les onze restants, seuls trois ont pu terminer leur mandat et organiser des élections ! Le schéma de notre culture politique est ainsi fait : on renverse le gouvernement et on installe un gouvernement provisoire favorable à l'opposition. C'est une lutte de pouvoir permanente ; il n'est pas concevable que la personne au pouvoir organise les élections.

### **Comment donc mettre en place une démocratie qui fonctionne ?**

Il y a un gros travail d'éducation civique et politique à faire, en plus d'un renforce-

ment des partis politiques. Sans compter qu'en Haïti, l'arme la plus efficace contre un adversaire politique est de détruire l'économie pour le rendre responsable de tout ce qui se passe. Au lieu de demander la démission du président Jovenel Moïse, il faudrait faire pression pour qu'il fasse de bonnes choses et qu'il prépare les élections. Comme il est déjà affaibli, des élections anticipées en 2020 pourraient être une solution. Il serait préférable d'écourter un mandat pour pouvoir laisser parler les urnes. C'est à ce seul titre que le prochain président aura une légitimité. Mais ici, les gens attendent le « Messie » et préfèrent rendre responsable un homme de tous les maux.

### **Et la société civile ?**

#### **Comment se positionne-t-elle face à ces mobilisations ?**

La société civile est malheureusement très divisée. Tout ce que je viens de raconter ne représente pas l'opinion majoritaire. Tout est pris de manière très émotionnelle, il faut tout bazarder.

#### **On dit que 60% des Haïtiens vivent avec moins de deux dollars par jour. Qu'est-ce qui empêche Haïti de sortir de cette extrême pauvreté ?**

C'est d'abord le manque d'éducation. L'éducation livresque ne répond pas aux besoins de développement. La réforme Bernard, dans les années 70, avait introduit le créole et l'initiation à la techno-

logie et aux activités productrices. Le premier a bien pris, pas le second. Nos usines emploient des Dominicains et des Philippins pour les tâches techniques car nous ne disposons pas suffisamment de formations dans ce domaine. Notre politique publique, qui favorise les importations plutôt que la production locale, est un oreiller de paresse. Pour changer, il faudrait améliorer la coopération entre le gouvernement et les entrepreneurs.

### **Haïti peut-elle s'en sortir seule ou a-t-elle besoin d'aide ?**

L'aide extérieure est toujours nécessaire mais il ne faut pas que ce soit juste de l'assistance. Actuellement, elle agit comme substitut de l'effort national en matière de santé et d'éducation. Le pays aurait plutôt besoin d'un soutien qui prépare à plus d'investissement, de production, et qui aide à réformer l'État.

### **Vos enfants sont-ils inquiets pour le futur ? Songent-ils quitter le pays ?**

Mes enfants ont fait des études en Suisse et c'est maintenant au tour de mes petits-enfants. Je les ai toujours encouragés à revenir. Ils ont beaucoup de questionnements ces jours-ci. Tous les jeunes formés veulent leur place au soleil. Mais en Haïti, c'est pénible car on ne voit pas de solution, pas de leader prometteur. Je pense toutefois que ce sont des crises de croissance. La mentalité « Chwal leta se chwal papa » (le cheval de l'État, c'est le cheval de mon papa) ou « Vole leta se pa vole » (Voler l'État ce n'est pas voler) a fait son temps. Les révoltes actuelles démontrent qu'il y a une réelle prise de conscience que la corruption nous affecte toutes et tous et qu'il faut lutter contre. Les prochains présidents ne pourront plus faire comme autrefois. Avec la dictature Duvalier, le peuple était soumis, maintenant, c'est l'inverse, c'est le président qui est devenu la victime expiatoire ! Nous avons besoin d'un rééquilibrage et de respect pour la fonction de président. Grâce à la société civile – qui n'existait pratiquement pas il y a 20 ans –, le peuple s'intéresse aux finances publiques alors que personne n'en parlait il y a six ans. Il y a un éveil de la population, c'est bon signe. Cela va prendre du temps, car un État ne peut changer que lorsque sa population évolue dans sa connaissance ou développe sa conscience. Mais je ne me décourage pas, bien que je sache que je ne verrai pas le jour où Haïti trouvera sa voie.

# DES CANTINES AUTOGÉRÉES POUR NOURRIR 3500 ÉLÈVES

Comme Mamoun, 75 cantinières sont formées à devenir des entrepreneuses. Elles cuisinent des repas équilibrés chez elles avec deux aides, s'approvisionnent localement et servent les écoliers deux fois par jour. Un plus pour les familles et la communauté.

**Texte :** Joëlle Herren Laufer, de retour d'Haïti  
**Photos :** Sabine Buri



(En haut et à droite) Une nutritionniste concocte les menus avec des produits de saison : banane, igname, yam et sauce de poisson séché. Ils sont cuits au bois, dans les cuisines des cantinières construites par l'EPER.

Les enfants peuvent mieux apprendre le ventre plein.

(En bas) La cantinière et ses aides transportent sur leur tête le repas et les couverts jusqu'à l'école.



A Dayer, un village très isolé au sud-est d'Haïti, Mamoun Pierre s'affaire sur son fourneau chauffé au bois. Elle prépare une grande marmite de bananes, d'ignames et de patates douces ainsi qu'une sauce de poisson séché. Pendant ce temps, sa sœur presse des oranges pour le jus, et sa voisine nettoie au savon les 50 assiettes et verres en fer blanc qui ont déjà servi pour le petit-déjeuner des écoliers ce matin. Dans une heure, elles repartiront toutes les trois pour l'école, leurs marmites fumantes et leurs couverts sur la tête.

## Deux repas par jour pour les écoliers

Le professeur qui les accueille dans sa classe de 50 élèves voit la différence : « Quand il n'y avait pas de cantine à Dayer,







**Mamoun Pierre**

« Grâce à mon travail de cantinière, je peux payer l'école de mes enfants et j'ai pu acheter un cabri. Et puis bien manger, c'est bon pour la santé des enfants et de toute la famille. Ça nous protège des maladies. »

certains enfants avaient tellement mal au ventre qu'ils se tordaient de douleur sur leur chaise. Maintenant, ils sont plus réactifs et plus concentrés. » Dans un pays où la majorité de la population vit avec moins de trois dollars par jour, disposer de deux repas équilibrés au quotidien est un bienfait pour les enfants et soulage leurs familles. En effet, « c'est un vrai plus pour la communauté, renchérit Romelus Jean-savon, conseiller au comité de gestion, maintenant les enfants viennent à l'heure pour ne pas louper le petit-déjeuner ! »

#### **Des bénéficiaires pour les cantinières**

Soixante-huit cantinières comme Mamoun ont déjà été formées dans 16 écoles rurales. C'est un projet participatif : l'EPER et ses deux organisations partenaires ont installé des cuisines avec un four réfractaire

et fourni les ustensiles de cuisine. Avec l'aide de la communauté, les cantinières ont quant à elles contribué en construisant les fondations, en montant les portes, les fenêtres et les étagères. Mathulène Bélizé, une autre cantinière, explique comment son travail a changé sa vie : « Je peux payer l'école de mes enfants, j'ai pu acheter du matériel que je n'avais pas et un cabri. » Mathulène a aussi apprécié son échange d'une semaine aux Abricots, dans une autre cantine, pour apprendre la gestion et la confection des menus.

Les formations sur les rôles, les responsabilités et la comptabilité sont importantes. Chaque cantinière met à jour quotidiennement son cahier, en inscrivant le montant de tout ce qu'elle dépense pour les repas et le nombre de repas vendus. « En

(suite page 10)

# ESTÈVE, MILITANT POUR LA DIGNITÉ DES COMMUNAUTÉS

Estève Ustache, dont il m'a été impossible de connaître l'âge, est un militant de la première heure. Il rêve qu'Haïti retrouve la force qui l'a poussée à être la première République noire à gagner son indépendance. Il coordonne les projets de cantines et de génération de revenus pour aider les parents d'élèves à financer leurs écoles rurales communautaires. Pour le compte du Programme de Réhabilitation Rurale de l'Eglise méthodiste d'Haïti, donc à titre de partenaire de l'EPER.

Ce sociologue formé en audio-visuel s'est d'abord frotté au monde ouvrier puis s'est orienté vers le monde rural. Ce qui l'intéresse, c'est contribuer au renforcement socio-organisationnel des communautés pour porter sur le devant de la scène les revendications paysannes, comme l'accès à la terre.

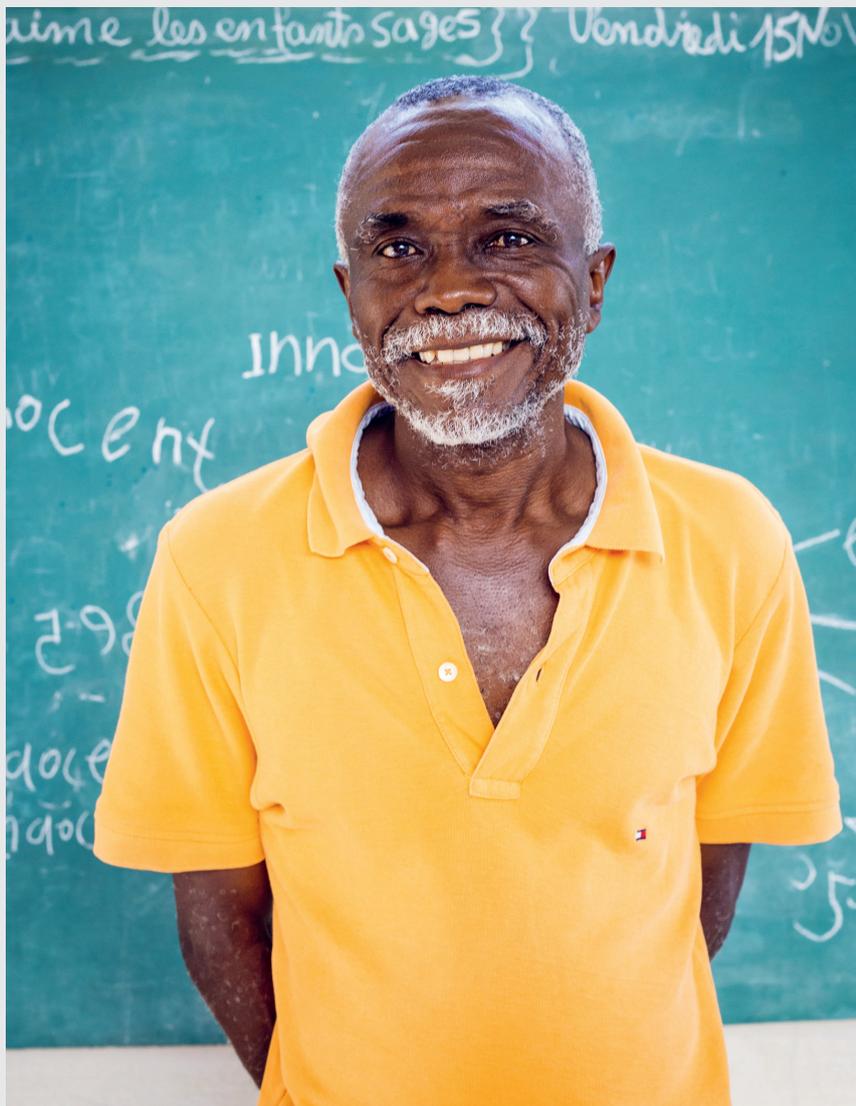
## Rendre les gens autonomes

Mais le travail communautaire n'est pas simple. Estève déplore les réticences de certains dirigeants d'organisations locales à laisser des communautés paysannes prendre leur envol. « Si w montre makak voye roch, si li pa kase tèt w yon jou, li pokò kòn voye roch » \* Comme le dit ce dicton haïtien, quand les communautés se prennent en charge, elles n'ont plus besoin qu'on les encadre. Et cette émancipation déplaît à certains responsables, qui perdent alors leur pouvoir et des opportunités de capter de l'argent. Estève lui, ne fait pas de compromis. « On fait du développement dans le but de rendre les gens autonomes, pas de gagner de l'argent. » S'il n'adhère plus à un projet, il le quitte. Et il est même prêt à travailler bénévolement pour tester de nouvelles idées en ayant le champ libre.

Il a commencé à travailler avec les associations de parents d'élèves des communautés rurales que soutient l'EPER dans la Grand'Anse en 2013. Pour lui, le rapport de proximité avec les communautés est essentiel pour instaurer la confiance. « Un des indicateurs qui parle, c'est quand les gens commencent à se poser des questions. Je les aide à prendre conscience de leurs forces et de les réunir. Avec une bonne gouvernance, le sens des responsabilités et de la solidarité, on lutte contre la

mentalité attentiste. » Dans ce esprit, il incite les personnes à financer progressivement leurs projets. « On ne peut pas changer la situation des gens, on doit les outiller pour qu'ils soient en mesure de la changer eux-mêmes. Ils pourront alors en tirer une certaine fierté ».

\* Proverbe créole (lire les e comme un « é » et les w comme « ou »):  
« Si tu montres à un singe comment envoyer des roches et qu'il ne te casse pas la tête un jour, c'est qu'il n'a pas appris à envoyer de roches »



## HAÏTI A BESOIN DE VOUS !

**Avec 1 franc par jour, vous vous engagez durablement pour améliorer le quotidien de familles haïtiennes.**

Informations sur les parrainages :  
anne-marie.fuchsluger@eper.ch,  
021 623 40 23

# HAÏTI

## HAÏTI AIDE LES COMMUNAUTÉS RURALES DE LA GRAND'ANSE



Environ  
**11 millions**

d'habitants

Dont  
**6,5 millions**

vivent dans une grande pauvreté

Dix ans après le tremblement de terre, la situation en Haïti est tout sauf stable.

Celle qu'on appelait la Perle des Antilles est devenue l'un des pays les plus pauvres du continent. Le changement climatique provoque de fortes pluies et catastrophes naturelles qui affaiblissent les cultures et les structures déjà peu solides.

L'insécurité alimentaire est grande, de même que l'inflation, les problèmes sécuritaires et le manque de gouvernance.



Les cantinières s'approvisionnent auprès des producteurs locaux, ce qui fait circuler de l'argent dans la communauté.

se basant sur ces informations, on voit si elles ont dégagé des bénéfices ou sont, au contraire, en déficit. Et cette question est particulièrement importante car l'EPER prévoit un soutien dégressif », explique Estève Ustache, qui coordonne les activités pour le Programme de Réhabilitation Rurale (PRR), partenaire de l'EPER.

### Achats auprès des producteurs locaux

Mais outre les enfants et les cantinières, la communauté profite aussi de cette initiative. Les cantinières s'approvisionnent auprès des producteurs locaux de riz, de légumes et de fruits. Ainsi, ces derniers réussissent à écouler leurs marchandises et s'évitent de longues heures de marche pour rejoindre le marché. « Cette approche intégrée est localement novatrice, explique Marie-Jeanne Hautbois, elle permet d'amplifier l'impact des projets. Nous mobilisons les communautés, leur demandons de mettre la main à la pâte, mais aussi de collaborer en bonne intelligence et d'en faire profiter d'autres pour créer un cercle vertueux. »

Un comité de gestion des cantines, composé de parents, fait le lien entre l'école, les producteurs et les cantinières. Ses cinq membres veillent à tour de rôle à la quali-

té des repas et à la contribution financière quotidienne des parents. Ils promeuvent aussi l'approvisionnement des cantinières auprès de producteurs de la communauté et des marchés locaux. Filias Vanel est l'un d'eux. Son riz a été récolté mais il doit encore être bouilli et pilé deux fois. Estève Ustache confirme : « C'est du travail, mais nous sommes contents de promouvoir le riz du pays, cultivé sur place et sans pesticide, plutôt que de recourir au surplus de riz américain qui inonde le marché haïtien. »

Le but à terme est que les cantines soient en complète auto-gestion. Le comité de gestion constitué de parents d'élèves tente de trouver des solutions avec l'aide des agents du projet. La participation financière des parents est sollicitée, mais constitue un défi. « C'est difficile d'être dans une logique de développement pérenne dans un pays en crise. Avec l'actuel blocage du pays, les petits paysans de la Grand'Anse restent coincés avec leurs productions qu'ils ne peuvent écouler dans la capitale, s'inquiète Marie-Jeanne Hautbois. Il faudra donc encore du temps et de l'accompagnement pour que ces cantines fonctionnent d'elles-mêmes, mais c'est le but de toute cette démarche, en plus de nourrir 3500 élèves par jour ! »

# « L'APPROCHE PARTICIPATIVE EST LA CLÉ EN HAÏTI »

Marie-Jeanne Hautbois occupe le poste de directrice pays de l'EPER en Haïti depuis un an. Auparavant, elle a travaillé en Afrique de l'Ouest et en Asie. Très investie, elle nous éclaire sur les défis rencontrés au quotidien.

**Texte :** Joëlle Herren Laufer  
**Photos :** Sabine Buri

## **Tu avais déjà travaillé en Haïti il y a 30 ans. Le pays a-t-il beaucoup changé ?**

Les évolutions ne sont malheureusement pas toutes positives. La mondialisation a pris forme et touche aussi Haïti. Il en est de même concernant les changements climatiques. Le pays a connu le tremblement de terre meurtrier de 2010, l'épidémie de choléra qui s'en est suivie, l'ouragan Matthew en 2016, sans oublier les sécheresses et inondations qui s'ajoutent aux difficultés et explique qu'Haïti peine à se relever.

## **L'EPER était une des rares ONG à travailler dans la Grand'Anse.**

### **Est-ce toujours le cas ?**

Depuis 1971, nous étions plus ou moins la seule œuvre d'entraide dans cette zone enclavée de l'île privée des services de base. Mais ce n'est plus le cas, depuis l'ouragan Matthew. La coordination des actions entre les différentes ONG est d'ailleurs devenue un véritable défi. Notre action, elle, se concentre autour d'une vingtaine d'écoles communautaires construites ou rénovées par l'EPER.

## **L'EPER soutient des cantines scolaires, des projets de génération de revenus, de résilience face aux catastrophes, et d'amélioration de routes et de marchés.**

### **Quel est le lien entre eux ?**

Tous les projets, aussi distincts soient-ils, visent l'amélioration des conditions de vie des populations rurales du département. En conjuguant l'apport de revenus des parents d'élèves par l'élevage ou les cultures fruitières, à l'amélioration des chaussées pour transporter les productions, on peut financer les écoles. Les cantines, elles, ont un effet multiple : elles permettent d'offrir deux repas par jour à 3500 élèves mais

donnent aussi du travail aux cuisinières qui s'approvisionnent exclusivement auprès de paysans produisant à proximité. La production et le stockage de semences permet par ailleurs d'accroître les productions locales et de disposer de réserves en cas de catastrophe.

## **Haïti a reçu beaucoup d'aide ces dernières années, et celle-ci a parfois été critiquée. L'action de l'EPER est-elle différente ?**

De nombreuses déviations et des gaspillages sont à déplorer. L'aide est trop souvent adressée comme une aumône au lieu d'impliquer pleinement les populations bénéficiaires aux divers stades de leur propre développement. Les projets de l'EPER, eux, sont menés selon une approche très participative. Nous nous efforçons d'amener les communautés à dialoguer, à participer, et à prendre les choses en main. Ce n'est pas un processus facile, mais c'est le chemin à suivre pour une réelle appropriation des choses. L'EPER se positionne sur la durée, c'est un atout par rapport aux interventions de court terme, trop souvent privilégiées et imposées à des personnes qui n'ont parfois rien demandé. C'est ce qui m'a le plus frappée en revenant en Haïti, de voir une population dépossédée de son quotidien. Il faut renverser cette tendance d'assistanat, ce à quoi l'EPER se consacre.

## **Tu gères une grande équipe à Jérémie, et aussi deux partenariats avec des structures locales.**

### **Comment cela se passe-t-il ?**

Ça se passe bien, les contacts sont fluides et ouverts, et les interlocuteurs maintiennent une attention constante pour articuler la collaboration. Au niveau de l'équipe d'abord, il est important que cha-



cun ait bien conscience de son rôle et de la manière dont on collabore au sein des projets et entre départements pour éviter le travail en silo. Vis-à-vis des partenaires ensuite, il faut veiller au bon équilibre : ne pas être trop intrusif tout en étant suffisamment présent pour la bonne marche des opérations, toujours dans l'intérêt des bénéficiaires.

## **Quels sont les obstacles auxquels tu as à faire face au quotidien ?**

Ils sont essentiellement liés à des forces contraires qui refusent la logique du développement inclusif des plus vulnérables. Certains politiques tentent de récupérer le travail pour leur propre compte en manipulant les communautés. Les conflits d'intérêt, le refus du partage de pouvoir et le manque de transparence sont autant de défauts de gouvernance tellement présents qu'ils sont considérés par les gens de pouvoir comme la norme.

## **On voit combien il est difficile d'avancer dans ce pays, où puisses-tu ton énergie ?**

L'énergie va avec le choix de la profession. Quand on est témoin de tant d'injustice, on ne peut que trouver l'énergie d'agir. J'ai parfois des questionnements ou de la fatigue, mais pas de découragement. Il s'agit évidemment de rester modeste car la tâche est immense et nous dépasse. Mais nous sommes là pour faire la différence, pour autant de personnes que possible, ce qui est particulièrement gratifiant.

# UN 2<sup>E</sup> PILIER POUR TOUTES ET TOUS

En partenariat avec l'Entraide Protestante Suisse (EPER) et son service Chèques-emploi, Retraites Populaires a développé une solution de prévoyance professionnelle. Les bénéficiaires disposent dorénavant d'une couverture sociale complète.

**Texte:** Marc Demierre, paru dans *Bella vita* de Retraites Populaires (septembre 2019)

**Photos:** Hugues Siegenthaler et Laurent Kobi

On l'appelle « économie domestique », en sachant pertinemment qu'on parle souvent d'économie de l'ombre. Avec la récente multiplication des formes d'emplois atypiques, cette évolution du marché du travail propre aux économies dites « avancées » n'est pas sans poser problème en termes d'assurance et de prévoyance. D'après Avenir Suisse, ces emplois atypiques représentent désormais 18% du marché du travail national. Loin d'y voir une entrave à l'essor du pays, d'aucuns chantent les vertus de cette flexibilité qu'ils présentent comme un avantage concurrentiel. Il n'en reste pas moins que cette multiplication des temps partiels, du travail sur appel et des contrats à durée déterminée vont de pair avec une certaine précarisation de l'emploi, dont il est inévitablement question à chaque débat sur le salaire minimum, refusé en 2014 par le peuple en votation fédérale.

## Le succès de Chèques-emploi

En cas de travail à temps partiel, d'importantes lacunes en termes de prévoyance peuvent pénaliser ces travailleurs en fonction de leur taux d'occupation et de l'environnement où ils travaillent, quand ce n'est tout simplement pas la LPP dans son ensemble qui leur échappe, s'ils n'ont pas consolidé leurs activités principales et accessoires. Telle est l'une des réalités des petits salaires et des emplois atypiques en Suisse,

notamment désavantagés par des dispositions légales telle que la déduction de coordination dans le calcul de la couverture LPP. Une réalité dont il a d'ailleurs été question lors du Forum 2017 de Retraites Populaires consacré aux « Nouvelles formes d'organisation du travail ». « Lors de la préparation de ce forum, nous avons eu des contacts avec les associations actives dans le soutien aux personnes qui, précisément, rencontrent des problèmes de couverture sociale », explique Xavier Grandjean, conseiller financier et spécialiste en assurances sociales auprès de Retraites Populaires. « Parmi ces associations figurait l'Entraide Protestante Suisse et son service Chèques-emploi qui nous a très vite intéressés ». Introduite en 2005 et confortée par la nouvelle loi sur le travail au noir de 2008, cette formule a connu un franc succès dans le canton. Ce concept simple et efficace a permis de régulariser la situation de nombre de personnes employées à domicile : femmes de ménage, baby-sitters, jardiniers... Vous bénéficiez de l'aide de tels professionnels à la maison ? Il vous suffit d'enregistrer

La formule Chèques-emploi a connu un franc succès dans le canton. Ce concept simple et efficace a permis de régulariser la situation de nombre de personnes employées à domicile.





Dans le cadre de son programme Chèques-emploi, l'EPER dispense des cours de prévention et de santé aux personnes employées à domicile.

# +2000%

**C'est l'augmentation du nombre d'employés déclarés à Chèques-emploi entre sa création en 2005 et 2019.**

[www.cheques-emploi.ch](http://www.cheques-emploi.ch)

vous employé et de verser une provision à Chèques-emploi correspondant au règlement d'un semestre des charges sociales. A la fin de chaque mois, vous réglez le salaire de votre employé comme d'habitude et communiquez le décompte des heures travaillées. Chèques-emploi s'occupe dès lors des charges sociales.

A noter que l'ensemble du processus peut désormais être fait et suivi en ligne. Depuis sa création, Chèques-emploi a ainsi ouvert plus de 20 000 relations de travail. A fin mai, ce service de l'EPER comptait 8500 employeuses et employeurs actifs dans ses registres pour 5500 personnes employées, un nombre inférieur vu le cumul courant d'emplois au sein de cette population active.

### Deux ans de travail

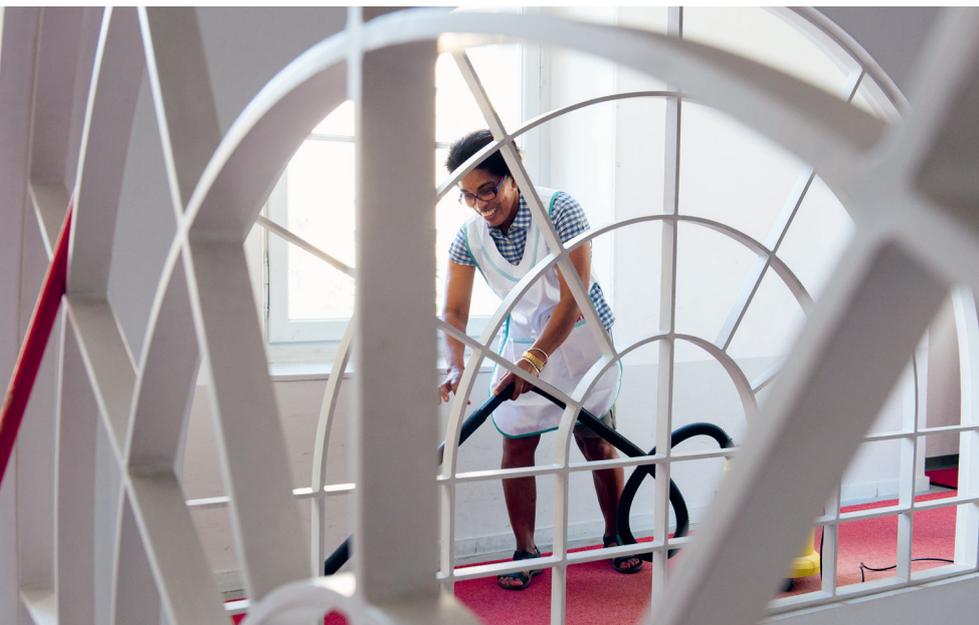
« Lors de nos discussions avec les responsables de l'EPER, nous nous sommes rendu compte que Chèques-emploi couvrirait bel et bien l'AVS et l'assurance-accident mais n'offrait pas de prestations en matière de prévoyance professionnelle pour les salaires au-dessus de 1777 francs

par mois », poursuit Xavier Grandjean. « A partir de ce seuil LPP, c'était à l'employeur de prendre le relais. Nous avons donc voulu remédier à cette lacune et nous avons proposé aux responsables de Chèques-emploi de travailler à une solution globale pour leurs affiliés ». Conformément à son statut d'acteur de proximité socialement responsable, Retraites Populaires s'est donc mis à la tâche, d'entente avec l'EPER, pour mettre au point ce complément nécessaire à Chèques-emploi. Et ce, dans une même optique d'« outil » facile à comprendre et à gérer.

Sans entrer dans des détails trop techniques, on relèvera que cette couverture LPP a été calculée avec une déduction de coordination réduite afin d'obtenir un salaire assuré satisfaisant, sur lequel un taux d'épargne est appliqué. On notera également que les primes de risques ont été lissées sur la durée. Au final, ce produit de prévoyance répond en tous points aux exigences légales avec des prestations légèrement supérieures au minimum LPP, dues à la réduction de la déduction de coordination. Les prélève-

ments sont extrêmement simples à appliquer pour représenter un pourcentage fixe par tranche d'âge. « Il nous aura fallu deux ans pour régler les questions techniques et juridiques et pour que le service Chèques-emploi mène à bien son implémentation informatique », précise Xavier Grandjean. « Depuis mai 2019, Chèques-emploi peut ainsi proposer des prestations complètes en termes de maladie, d'accident, de prévoyance LPP et d'AVS. En effet, le service Chèques-emploi a profité de cette transition pour proposer une couverture relative à la perte de gain en cas de maladie ».

A l'EPER, inutile de dire que cette collaboration a été grandement appréciée, comme le confirme Clotilde Fischer, Responsable projet auprès de l'institution. « Nous sommes très contents de l'aide fournie par Retraites Populaires, qui nous a permis de compléter une offre qui existait dans les autres cantons romands mais non dans le canton de Vaud », explique-t-elle. « Pour cette première année, nous pensons qu'elle va bénéficier à quelques dizaines de personnes, en sachant que le salaire minimum LPP auprès d'un seul employeur n'est pas la règle avec le type d'emplois que nous couvrons. Comme les aides à domicile pour personnes âgées et enfants en bas âge ont tendance à se multiplier, ce qui correspond à des taux d'occupation plus importants, cette couverture globale (maladie, accident, prévoyance LPP et AVS) auprès de nos services est très certainement appelée à croître. D'autant que pour l'instant, nous sommes toujours en phase de démarrage sans avoir véritablement communiqué sur ces nouvelles dispositions ». Si l'on se réfère au canton de Genève où Chèque service gère quelques centaines de dossiers avec LPP, la marge de progression est importante.



## CHÈQUES-EMPLOI À VOTRE SERVICE

**Nouvelle plateforme en ligne  
dès le mois de février  
pour mieux vous servir**

**Vous ne déclarez pas encore  
votre femme de ménage ?**

Infos : [www.chèques-emploi.ch](http://www.chèques-emploi.ch)



TROIS FORMULES



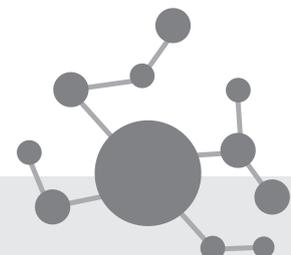
**FONDS NOMINATIF AVEC CONTRAT DE DONATION**

Un fonds nominatif peut être établi soit par une personne, soit par les membres d'une famille ou d'une entreprise qui partagent une vision. Un contrat et un règlement définissent le but à atteindre, comment y parvenir ainsi que l'investissement personnel souhaité.



**FONDS SUCCESSORAL**

Cette formule peut être envisagée au moment d'établir son testament. Le projet, son mode de gouvernance et de gestion peuvent être définis à l'avance avec l'EPER. Ce fonds peut être nominatif, avec un contrat de donation qui spécifie son but, son domaine d'activité ou la zone géographique souhaitée.



**PARTICIPATION À UN FONDS THÉMATIQUE**

Le fonds thématique permet à plusieurs mécènes de s'associer pour atteindre l'un des objectifs de développement durable poursuivis par l'EPER. L'autre option est de participer à un fonds géographique en faveur des projets en Suisse, en Europe ou dans les pays du Sud.

# RÉALISER SON PROJET ET TRANSFORMER DES DESTINÉES

Si vous vous sentez solidaire et responsable vis-à-vis des générations futures, engagez-vous pour un monde plus juste où les droits humains sont respectés.

Jusqu'à présent, il était possible de faire des dons et des legs et de les attribuer à un projet ou un pays. L'EPER propose désormais une nouvelle formule : la création d'un fonds avec contrat de donation. En toute discrétion ou au nom de la personne, ces fonds représentent une solution flexible et simple pour s'engager durablement à améliorer les conditions de vie des plus démunis.

Le donateur ou la donatrice exprime son souhait concernant le but et l'impact attendu du fonds, la manière de l'alimenter et de l'utiliser et son implication personnelle.

Ce fonds porte un nom spécifique. Il fonctionne comme une petite fondation, mais l'administration et les frais sont fortement

réduits. On définit le montant du fonds, qui peut être alimenté par une somme annuelle, un immeuble, un capital ou un rendement peuvent l'alimenter.

Il est géré par un comité qui fixe les objectifs en matière d'utilisation des fonds. L'EPER offre son expérience et son expertise pour mettre en œuvre les projets sur le terrain.

Nous vous invitons à partager votre vision lors d'un entretien personnel et vous accompagnons dans la co-création de votre projet philanthropique.

Anne-Marie Fuchsluger est à votre disposition au 021 623 40 23 ou par e-mail : [anne-marie.fuchsluger@eper.ch](mailto:anne-marie.fuchsluger@eper.ch)

© EPER/Christian Bobst

# REGARDS CROISÉS AUTOUR D'UN POTAGER

Dans les cantons de Genève, Vaud et Neuchâtel, les Nouveaux Jardins proposent des tandems de jardinage entre des personnes habitant les quartiers proches du potager et des personnes réfugiées. Alexandra et Sidiqa se sont lancées dans l'aventure en 2019.

**Texte :** Joëlle Herren Laufer

**Photos :** Mathieu Martin et Joëlle Herren Laufer

De retour d'une année au Pérou, Alexandra Noth, 26 ans, est assez disponible. Alors quand elle entend que les Nouveaux Jardins de l'EPER recherchent des bénévoles, elle saute sur l'occasion. C'est ainsi qu'elle rencontre Sidiqa Mohammad Hussain, une Afghane de 35 ans, réfugiée en Suisse depuis 2014 avec qui elle entreprend un tandem. Elle parle très peu le français, elle n'a jamais jardiné de sa vie, mais elle s'est dit que ce serait bien de faire une activité de plein-air avec ses enfants.

Alexandra et Sidiqa se rencontrent pour la première fois un jeudi après-midi de mars au Jardin de Praz-Séchaud, à Lausanne. « Quand je l'ai vue la première fois, je me suis dit qu'elle était très grande, rigole Sidiqa, et je l'ai tout de suite bien aimée ». Pour Alexandra, c'est pareil. « Elle était là, avec ses quatre enfants pleins de vie et ça a été magique. On a tout de suite bien rigolé. »

## Chaque étape était une fête

« Au début, on a dû transporter des brouettes et des brouettes de terre. Ça nous a bien soudées. » Les deux jeunes femmes ont ensuite planté des carottes, de la salade, des haricots, des tomates, sans oublier le plus important pour Sidiqa, de la coriandre et des piments ! « Si elle avait pu, elle n'aurait planté que ça ! plaisante Alexandra. La première fois qu'on a arrosé nos plantons avec les enfants, c'était la fête ! »

Les deux femmes se rencontrent une à deux fois par semaine au début. « C'est Alexandra qui m'a tout appris : la mise en terre, l'arrosage, la récolte. » Alexandra avait en effet eu l'occasion de créer un potager avec les enfants des rues au Pérou et a rédigé son diplôme en environnement sur la culture de haricots à rames en milieu urbain. « J'adore ces rencontres. Quand je joue et travaille avec les enfants, c'est une pause dans ma journée, comme si je retrouvais ma famille. On vit des moments forts. Je les ai même invités une fois à souper chez mes parents. » Alexandra constate que Sidiqa a fait de réels progrès en français. Et Sidiqa de compléter : « Quand je vais au jardin, j'oublie tous mes problèmes. Et ça c'est important, plus que les légumes ! »

## Echanges conviviaux autour d'un café

Une fois par mois, tous les duos du jardin – une douzaine au Nouveau Jardin de Prélaz – se retrouvent lors de « cafés-jardinage » pour des échanges conviviaux. C'est un moment de partage où les participants échangent des conseils de jardinage et des informations sur la vie pratique. Il n'est pas rare que des bénéficiaires y amènent des spécialités de leur pays. Marie-Fleur Baeriswyl anime ces rencontres : « A la fin de la saison, beaucoup d'entre eux disent connaître plus de monde grâce au jardin et partagent plus de temps avec leurs voisins. Cela contribue grandement à leur intégration sociale et

agit positivement sur leur santé mentale et physique. »

Le mois de mars approche. Bien qu'Alexandra soit moins disponible cette année, les deux jeunes femmes ont décidé de réitérer leur tandem en 2020. Que planteront-elles ? En plus de la coriandre et du piment, Sidiqa rêve de se lancer dans la culture du gandana, un légume vert afghan qui permet de préparer de l'ashak, des raviolis que l'on sert avec une sauce aux haricots !

Plus d'informations :  
[www.eper.ch/nouveauxjardins](http://www.eper.ch/nouveauxjardins)  
ou [nouveauxjardins@eper.ch](mailto:nouveauxjardins@eper.ch)





## LES NOUVEAUX JARDINS ONT BESOIN DE VOUS!

- Participez aux tandems dans votre région
- Mettez une partie de votre jardin à disposition
- Faites un don: CP 10-530-1 mention « Nouveaux Jardins »

Infos : [www.eper.ch/nouveauxjardins](http://www.eper.ch/nouveauxjardins)

# LES BÉDOUINES DU DÉSERT ONT LA MAIN VERTE!

Dans le désert du Néguev au sud d'Israël, l'EPER aide les femmes bédouines à tirer profit de leurs traditions ancestrales pour gagner en autonomie.

**Textes et photos :** Kerstin Goeller

Un potager?... Et après? Nous voici en plein désert du Néguev – au sud d'Israël – face à un carré potager cultivé à côté d'une hutte en tôle ondulée. Face à nous, plusieurs rangées de plantes arrosées avec peine. Derrière nous, deux plates-bandes surélevées garnies de persil. A première vue, tout cela semble un peu improvisé. Nous sommes accompagnés d'Amal et de Samira, deux Bédouines membres de « Sidreh », une organisation partenaire de l'EPER – en pleine discussion animée avec une femme voilée du village. Nous ne pouvons malheureusement pas les photographier : les traditions religieuses et culturelles nous l'interdisent. Les femmes de Sidreh, elles, se sont habituées à ces règles.

Composé principalement de quelques tentes et cabanes en tôle, le hameau en question est l'un des 34 villages bédouins non reconnus du désert de Néguev. « Non reconnu » signifie qu'officiellement, les habitants n'ont pas le droit de vivre ici. De ce fait, ils ne sont approvisionnés ni en eau, ni en électricité. Et les problèmes des Bédouins ne s'arrêtent pas là : comme les hameaux sont souvent très isolés, les femmes ont peu de contacts avec le monde extérieur. Aussi, l'organisation Sidreh fournit un travail essentiel sur place, en leur donnant l'occasion de découvrir ce qui se passe en dehors de leur village.

Fondée en 1998, l'ONG Sidreh informe les femmes bédouines du Néguev sur leurs droits et les aide à les faire valoir

au sein de leurs communautés. Tout a commencé avec l'art du tissage traditionnel : à l'époque, les Bédouines ont pu vendre leurs fabrications artisanales et dégager ainsi des revenus. Heureuses de cette nouvelle autonomie, de plus en plus de femmes ont exprimé le souhait d'apprendre à lire et à écrire. Aujourd'hui, la question ne se pose plus : les filles vont à l'école, notamment grâce au travail sans relâche d'organisations telles que Sidreh. Deux des femmes qui avaient appris à lire et à écrire ont même passé la matu et obtenu un bachelor. Pour les bédouines, cet accès à l'éducation est d'autant plus important qu'il leur permet de s'émanciper progressivement de leurs maris.

### **Préserver les traditions pour améliorer ses conditions de vie**

C'est en 2013 qu'est née l'idée d'exploiter des potagers, la population souhaitant notamment faire revivre une tradition ancestrale apportée par les Nabatéens, connus pour la ville de Petra, en Jordanie. En effet, ce peuple arabe qui s'était installé dans la région entre 600 et 100 av. J.-C. était passé maître dans l'art de gérer une exploitation agricole avec des ressources minimum – soit le peu d'eau de pluie qui tombait dans le désert. Malheureusement, ce savoir-faire est largement tombé dans l'oubli. Les responsables de Sidreh ont notamment constaté que la population des villages non reconnus se nourrissait principalement de conserves : les hommes partent souvent travailler dans d'autres villes d'Israël en semaine. Quand ils reviennent le week-end, c'est chargés



d'aliments en conserves pour leur famille. Car sans électricité, impossible d'avoir un réfrigérateur, et donc des produits frais. Autre problème, les femmes vivant dans des villages isolés sont souvent cantonnées aux tâches domestiques – tradition oblige. Les responsables de Sidreh ont donc mis au point un projet de jardins potagers pour surmonter cet obstacle : cultivés autour des huttes des villages, ils sont arrosés de manière économe, avec de l'eau de pluie récoltée dans des containers. Un concept qui fait ses preuves sur plusieurs plans : les femmes bédouines ont une occupation quotidienne qui a du sens et apprennent à gérer une petite exploitation agricole de manière écologique. Enfin, elles récoltent littéralement les fruits de leur travail – des légumes frais qui subviennent aux besoins de leur famille. Résultat : leur alimentation est plus saine, les maladies se font plus rares et les femmes sont davantage estimées par leur famille.



### **Le potager, une ouverture sur le monde extérieur**

Certaines femmes ont tellement la main verte qu'avec l'aide de Sidreh, elles cultivent plus de légumes qu'il n'en faudrait pour leur famille. Elles peuvent ainsi les vendre au marché ou dans les villages voisins. Le potager est une véritable ouverture sur le monde extérieur, car en vendant leurs légumes ailleurs, les femmes

peuvent quitter leur cocon et voir ce qui se passe au-delà de leur village. Souvent, elles gèrent et investissent elles-mêmes les revenus qu'elles dégagent.

Bien sûr, une telle évolution ne se fait pas du jour au lendemain : Sidreh a dû fournir un travail en amont. Le représentant du village est le premier interlocuteur d'Amal : sans son approbation et son soutien, un

tel projet serait voué à l'échec. En cas de conflit, le représentant joue le rôle de médiateur – d'où l'importance de le faire adhérer à la démarche.

Sidreh aide également les femmes bédouines pour toutes les questions d'ordre familial, notamment en cas de violence domestique. Elle profite des activités de maraîchage pour les informer sur leurs droits de manière officieuse. Si elle estime qu'un conflit nécessite une intervention extérieure, elle prend contact avec une partie tierce afin qu'elle prenne le relais. L'organisation évite ainsi d'être dans une position contestataire vis-à-vis des hommes, car l'émancipation des femmes doit forcément passer par eux.

En tant qu'ONG israélienne, l'organisation était soutenue par l'administration locale pour ses projets, notamment en lien avec l'alphabétisation. Mais depuis plus d'un an, toutes les affaires du gouvernement sont gérées par un cabinet de transition, car les tentatives d'obtenir la majorité parlementaire ont échoué. Les subventions versées à Sidreh sont donc bloquées depuis lors. Enfin, le loyer de ses bureaux n'a cessé d'augmenter. Aussi, les responsables de Sidreh ont décidé de louer uniquement les terres et le sol dans un premier temps. Aujourd'hui, deux containers tiennent lieu de bureau et de local de vente. Reste à financer ces espaces...



### RECOURS DU SAJE GAGNÉ CONTRE UN RENVOI BRUTAL EN ITALIE

Le Service d'Aide Juridique aux Exilé-e-s (SAJE) a gagné, le 17 décembre 2019, un recours important auprès du Tribunal administratif fédéral concernant un renvoi Dublin en Italie d'une femme en situation de vulnérabilité et de ses enfants. Cet arrêt demande clairement que, pour une personne requérante d'asile souffrant d'une maladie somatique ou psychique grave ou chronique dont le traitement médical ne peut être interrompu, des garanties individuelles et détaillées sur la prise en charge une fois en Italie soient fournies aux autorités suisses. Le lieu d'hébergement réel pour toute la famille et la prise en charge médicale concrète doivent être individualisés et détaillés dans un document.

« La protection des personnes requérantes d'asile vulnérables est améliorée par cet arrêt de principe. Il pose juridiquement, de manière plus détaillée, les conditions à respecter par l'autorité avant d'ordonner un renvoi en Italie, explique Chloé Ofodu, responsable du SAJE. Dans un contexte de dégradation d'accueil des personnes requérantes en Italie, cet arrêt de principe est applicable à toute personne requérante d'asile se trouvant dans une situation de vulnérabilité et risquant un renvoi en Italie.



### INVITATION AU FORUM DE LA TERRE 2020 DE L'EPER

En coopération avec l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) et l'Université de Berne, l'EPER organise un forum à l'intention des professionnels œuvrant à renforcer la gouvernance et les droits fonciers pour faire face au changement climatique.

Les populations autochtones, les communautés locales et les petits paysans jouent un rôle essentiel dans la préservation de la nature. Les terres et forêts gérées par les populations indigènes et les communautés locales enregistrent un taux de déforestation plus faible. Le rapport d'évaluation de la Plateforme intergouvernementale sur la biodiversité et les services écosystémiques de 2019 y reporte un stockage du carbone plus élevé et une biodiversité plus importante que sur d'autres terres, y compris les zones protégées. Le rapport spécial du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat constate par ailleurs que le renforcement des droits des populations autochtones et des communautés locales constitue une solution essentielle à la crise climatique et environnementale.

17 mars 2020, 10h-15h,  
à l'Université de Berne,  
Hallerstrasse 6, 3012 Berne  
Inscriptions jusqu'au 10 mars :  
judith.macchi@heks.ch



### MERCI À LA MIGROS ET À SA GÉNÉREUSE CLIENTÈLE!

Cette année à nouveau, les cœurs en chocolats vendus par la Migros ont fait recette! Un montant de CHF 1,7 million a été récolté auprès des clients. Cinq œuvres d'entraide suisses dont l'EPER en bénéficient pour leurs projets d'aide. L'EPER utilisera ces fonds pour ses projets d'intégration. Un grand merci à tous les donateurs et donatrices pour leur générosité!